La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1206** mars 2019 **SOMMAIRE :**

• **ACTUALITÉ**

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *signale deux auteurs dont les publications récentes prouvent que la réflexion sur ce qui doit remplacer le capitalisme est de moins en moins le fait d'affreux "gauchiste irréalistes".*

page 3 Impossible d'être dupes !

MARIE-LOUISE DUBOIN *s'appuie sur les déclarations du Premier Ministre et du ministre de l'économie pour constater qu'aucun changement de politique économique n'est à attendre du gouvernement.*

page 13 Souvenirs

MICHEL BERGER et MARIE-LOUISE DUBOIN *font appel à des souvenirs de la seconde guerre mondiale pour montrer à quoi mène l'antisémitisme qui semble revenir d'actualité.*

• **RÉFLEXION**

page 4 Fallait-il participer au grand débat national ?

SOPHIE MALOBERTI *exprime ses doutes à propos du "grand" débat, tel qu'il est organisé par l'Élysée, mais observe que si les citoyens n'en obtiennent pas ce que certains en attendaient, il leur aura permis de se rencontrer et de prendre goût à l'engagement politique.*

page 5 Les trains-parcs de France-Télécom

DÉDÉ *témoigne, dans le domaine que son expérience professionnelle lui a permis de connaître, des conséquences désastreuses de la politique menée depuis la révolution néolibérale.*

page 8 III L'expérience zapatiste

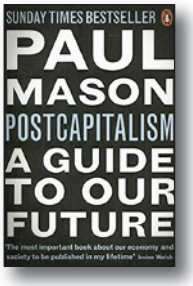
FRANÇOIS CHATEL *aborde le troisième exemple d'expériences d'organisations économiques libérées des impératifs capitalistes, celle du mouvement zapatiste, dans le sud du Mexique.*

page 14 Courrier des lecteurs

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0420 I 83051

L'insupportable irréalisme du présent

Dans le premier article d'une série qu'il publie sur le post-capitalisme et la société, le journaliste britannique Paul Mason souligne l'urgence d'un nouveau modèle économique. Pour lui, ce qui caractérise notre présent c'est le sentiment envahissant de l'irréalisme de nos "élites": les discours actuels ne sont plus considérés comme des guides d'action, les lois ne sont pas appliquées et les règlements sont ignorés. Il donne deux symboles de cet irréalisme mondial : la dette publique des États-Unis et le changement climatique, auquel le monde ne se prépare pas.



• La dette américaine

Ayant augmenté de 2.000 milliards de dollars depuis l'investiture de D. Trump, la dette publique des États-Unis vient d'atteindre un nouveau sommet histotrique en franchissant la barre des 22.000 milliards de dollars. À la différence de ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale, il n'y a pas de plan réaliste - ni même d'intention affirmée – de réduire cet endettement. Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme industriel, une des plus grandes économies mondiales aura accumulé en temps de paix des dettes qu'elle ne sait pas réduire de façon vraisemblable : en effet au cours des 30 prochaines années, le PNB américain passerait de 20 à 65 trillions (milliers de milliards) de dollars et sa dette croîtrait comme un champignon de 16 à 97 trillons de dollars. Selon les prévisions du *Congressional Budget Office* (CBO), le déficit se maintiendrait autour de 8% par an, ce qui constituerait une forte incitation pour les économistes classiques à exiger une austérité d'un niveau insoutenable dans l'Amérique d'aujourd'hui. Cela impliquerait en effet que le peuple américain accepte un effondrement de son niveau de vie et que le monde continue à accepter la monnaie papier que les États-Unis continueraient à émettre pour sortir de leur insolvabilité.

• Le changement climatique

Un simple coup d'œil sur la carte du GIEC souligne l'indispensable réduction des émissions de CO_2 au cours des prochaines 20 ou 35 années si l'on veut éviter un changement climatique catastrophique et incontrôlable. Pour atteindre ce but, le GIEC estime qu'il faut procéder à une transition énergétique rapide et de grande envergure dans les villes, les campagnes, les industries, les transports, … ce qui implique un fort accroissement des investissements dans ces domaines.

• Une question stratégique capitale pour l'humanité : l'état d'impréparation des pays lourdement endettés du monde développé pour trouver les ressources nécessaires à ces transformations. À cela s'ajoute la question certainement encore plus importante : sommes-nous préparés à détruire l'influence politique des industries du pétrole fossile et de celles des industries financières ?

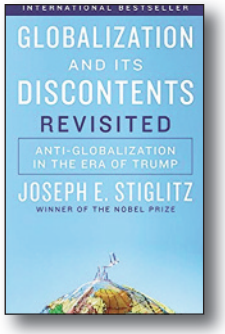
Tant qu'on n'aura pas répondu à ces questions, nous continuerons à perpétuer la culture de l'irréalisme !

Le PIB, une mauvaise mesure

Ça n'est pas nouveau mais il faut insister ! Il y a une dizaine d'années, la *Commission Internationale sur la mesure des performances économiques et du progrès social* présidée par J. Stiglitz, "prix Nobel" d'économie, publiait un rapport que l'on peut résumer en disant que le PIB n'est pas une bonne mesure du bien–être. Car les mesures du PIB sont polarisées sur la production de marchandises et non pas sur la santé, l'enseignement et l'environnement. Or ce que l'on mesure affecte ce que l'on fait et si nous ne mesurons pas ce qu'il faut, nous faisons des erreurs : les mesures déformées du PIB nous rendent matérialistes.

L'ouvrage eut un très bon succès et déclencha un mouvement international de la société civile, d'universitaires et de gouvernements, pour imaginer et utiliser des mesures qui élargissent la conception de bien-être. L'OCDE a conçu un "Indice pour une vie meilleure", comportant une série de mesures qui rendent mieux compte de ce qui constitue le bien-être et qui permettent d'y parvenir. Elle a aussi soutenu la création d'une nouvelle commission pour succéder à la Commission Stiglitz, *"Le Groupe d'experts de haut niveau pour la mesure des performances académiques et du progrès social"*.

Stiglitz lui même vient de revenir sur le sujet avec la publication récente de *La mondialisation et ses mécontents*. Il y montre comment le FMI et d'autres grandes institutions telles que la Banque Mondiale et les accords commerciaux mondiaux ont souvent porté préjudice aux pays en développement qu'ils sont censés aider. Dans la récente mise à jour de cet ouvrage, avec une nouvelle introduction, de nouveaux chapitres et une nouvelle postface sur l'évolution de la mondialisation, sans oublier la montée de Donald Trump, Stiglitz décrit les nouveaux mécontentements aux États-Unis et dans le reste du monde.

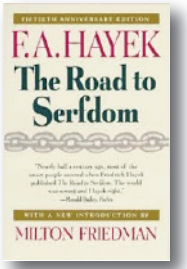


Jean-Pierre MON

Impossible d'être dupes !

Quelles que soient les conclusions que le Président de la République affirmera avoir tirées du "grand débat national" qu'il a mené en le transformant en une tribune électorale personnelle et quelles que soient les belles déclarations qui les appuieront, seront déçus tous ceux qui ont cru qu'ils allaient enfin être entendus et qu'ils allaient bientôt voir la fin des raisons les plus essentielles de leur colère, tant il est évident que le gouvernement ne changera pas le cap de sa politique économique.

Édouard Philippe a prévenu : il a déclaré (voir le *Journal du Dimanche* du 6 mars) : «*Le risque déceptif est important quant à sa sortie*». Non seulement le Premier ministre est lucide, mais il a profité du dixième anniversaire de l'Autorité de la Concurrence (l'autorité administrative qui a pour objectif de «*veiller au libre jeu de la concurrence, d'assurer le respect de l'ordre public économique, lié à la défense d'une concurrence suffisante sur les marchés*») pour préciser que les fondements de sa vision de l'économie sont ceux de … Friedrich von Hayek ! En le citant abondamment dans son discours, il n'a pas hésité à déclarer que le livre *La route de la servitude* (1944) du fondateur du néolibéralisme a «*façonné et transformé sa façon de voir le monde*».



Ainsi, les choses sont claires : le rôle de l'État dans l'économie ne consiste qu'à veiller à ce que la concurrence soit libre et non faussée. Que le meilleur gagne et tant pis pour tous les autres ! Pas question de venir en aide à ceux qui ne sont rien, ce serait en faire des assistés alors qu'ils doivent s'assumer parce qu'ils sont seuls responsables de leur situation, qu'ils doivent trouver en eux-mêmes la force et le courage de se battre, et réussir par leur seul mérite.

Et pour les stimuler, les culpabiliser est une méthode efficace.

Alors, quand le ministre de l'économie d'un gouvernement qui s'affirme aussi délibérément "libéral", fait des déclarations fracassantes contre une entreprise qui décide de fermer une de ses usines, on ne peut pas douter que ses larmes soient des larmes de crocodile.

Le cas le plus récent est sans doute la fermeture par Ford de son site de Blanquefort en Gironde. Bruno Le Maire a beau dire qu'il se lamente pour les 800 emplois directs … et les quelque 2.000 emplois indirects qui vont disparaître de la région, on ne peut pas être dupes, même quand il fait semblant d'intervenir en qualifiant de «*candidat sérieux et fiable*» Punch, le repreneur belge que Ford a rejeté deux fois.

Pour sauver ces emplois, pourquoi ne pas nationaliser l'entreprise ? — La réponse du ministre, fin janvier, a été : «*L'État n'a en aucun cas vocation à être propriétaire de l'usine*». On ne peut pas confirmer plus nettement ce qui précède.

Dans ces conditions, comment rêver qu'un débat, mené par ce gouvernement, puisse faire changer une aussi ferme détermination, une idéologie aussi profondément ancrée ?

Le comble, dans cette politique "libérale", est qu'elle s'accompagne d'une splendide contradiction : pas question d'aider les plus dépourvus, mais… mais par contre, il convient d'aider les plus grandes entreprises, il suffit pour cela de s'appuyer sur la belle théorie dite du "ruissellement" selon laquelle dès qu'une entreprise prospère, elle investit et donc crée des emplois !!

Qu'importe que l'expérience prouve exactement le contraire, et de façon évidente. On continue ! C'est dans cet esprit qu'a été voté le Crédit Impôt Compétitivité Emploi, le CICE. Une trouvaille ! Qu'on en juge : en 2015, La Poste touchait 341 millions de CICE et supprimait 6.284 postes ; en 2014, la SNCF touchait 318 millions et supprimait 1.400 emplois, avec comme objectif 10.000 suppressions d'ici à 2020. Dans le privé, c'est plus difficile à savoir à cause de l'absence de transparence, mais Carrefour a touché en 2017 autour de 400 millions de CICE et d'exonération de charges, et a annoncé, début 2018, vouloir supprimer 4.500 emplois. Dans le secteur bancaire le record semble revenir à la BPCE qui a touché des centaines de millions du CICE et supprimé 4.000 postes. Et Michelin, qui se fait particulièrement discret sur le montant des aides reçues, a prévu, il y a un an, 1.950 suppressions de postes d'ici à 2020, dont 1.500 en France. De même, Airbus a annoncé 3.700 suppressions d'emplois dont 470 en France.

Comme l'a dit notre chef (d'État), il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi. Donc on tient bon et tout continuera à aller pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Marie-Louise DUBOIN

Fallait-il participer au grand débat national ?

Pour une fois qu'on nous donne la parole, nous devons la prendre.

Ma réaction à l'annonce d'un grand débat national, après l'effet de surprise, a été de traduire immédiatement par "entourloupe". Réflexe instinctif, spontané, d'autodéfense en somme, mauvais procès d'intention ? Peut-être, mais aussi de bonnes raisons d'être dubitative, voire suspicieuse au regard de l'objectif avancé pour la justifier.

Car enfin voilà un homme, Emmanuel Macron, qui nous invite aujourd'hui, nous incite même, à lui faire connaître nos souhaits pour les uns, les raisons de notre colère pour les autres afin, dit-il, qu'il en soit informé pour la gouvernance du pays. Étonnant, inimaginable bouleversement il y a peu de temps, dans la conduite d'un personnage qui, depuis son élection à la présidence de la République, pratique l'exercice exclusif et vertical du pouvoir. Je ne peux m'empêcher de sourire à l'annonce de l'énoncé d'une si évidente contradiction et de l'aveu d'une telle méconnaissance des rudes réalités auxquelles sont confrontés de nombreux citoyens dans leur vie quotidienne.… et d'avoir une pensée pour le mouvement des gilets jaunes.

C'est en effet, après plusieurs semaines de ronds-points occupés, de manifestations dans tout le pays, un soutien persistant d'une grande partie de la population (jusqu'à 80% !) nonobstant les désagréments engendrés, d'insuccès dans les tentatives du pouvoir à faire cesser cette contestation hebdomadaire (en dépit des médias relatant en boucle des désordres et des dégradations) autrement que par une violente répression policière à l'origine de graves et multiples mutilations à vie de manifestants, incitant l'inquiétude sur l'exception française à utiliser des armes d'une si flagrante dangerosité et sur la capacité de ce pouvoir à maîtriser une telle situation… que nous sommes appelés à participer "massivement" à un grand débat national.

*

Cet événement, auquel on a voulu donner une portée nationale, soulève quelques interrogations : son organisation, son contenu, synthèse, autrement dit sa prise en compte.

Très vite, nous avons su qu'il serait diligenté… par l'Elysée, qu'y participeraient tous ceux et toutes celles qui le souhaiteraient et que certaines questions n'avaient pas à être abordées (question verrouillées donc, tel l'ISF). Quant à la synthèse, difficile d'y voir clair, tant les dispositifs de participation sont hétérogènes : des centaines de réunions à travers toute la France, organisées à différents niveaux, selon des règles très diverses, multitude des sujets imposés, moyens mis à la disposition de cette consultation limitée. Et aucune possibilité de contrôle par les citoyens n'a été prévue. La décision de la mise à l'écart de la Commission Nationale du Débat Public, créée en 1995 pour faire respecter les procédures de démocratie participative, et celle de confier son organisation à deux ministres qui seront juges et parties, soulignent l'absence de transparence de ce débat. La crédibilité de ce type de consultations découle précisément de la neutralité et de l'indépendance de l'organisateur. De quel poids pèseront les cinq "garants" désignés pour le contrôle de son bon déroulement face à l'exécutif ? Deux mois suffiront-ils pour mener à bien ce débat ? Étant donné son ampleur et l'objectif affiché, il ne paraît pas raisonnable de le penser. Son contenu encadré et sous tutelle, l'omni présence du chef de l'État à des réunions où il s'invite en les vampirisant (à la mi-février, il en est à son septième grand débat) et où il se livre à la pédagogie des réformes déjà engagées et de celles qu'il projette d'entreprendre, conduisent naturellement au soupçon que l'ambition annoncée soit ramenée tout à la fois à une manœuvre de diversion à l'encontre de manifestations qui perdurent et à la stratégie d'une opération de communication d'envergure destinée à restaurer la légitimité menacée d'un président affaibli par la permanence d'une contestation de plus en plus banalisée. Après avoir éliminé "les questions qui fâchent", ses longs monologues, se substituant aux dialogues, installent son auditoire en position d'écoute et alimentent le sentiment que ne sera retenu de ce débat que ce qu'il en est souhaitable par son instigateur. Si ce devait être le cas, si la phrase si souvent prononcée à l'issue d'une rencontre avec un représentant du pouvoir: *«nous avons été écoutés… mais pas entendus»* devait conclure ce débat, alors ce délai de deux mois suffirait.

En décidant ce grand débat national, le président a fait un pari. Peut-il aboutir à un échec? Ce risque ne peut être exclu si l'espoir qu'il a fait naître dans un changement de la politique qu'il a menée depuis son investiture n'est pas au rendez-vous.

Si ce débat a été sans arrière-pensée, il aura permis une délibération réelle entre les citoyens, revalorisé le rôle de leurs représentants et renforcé l'idée de démocratie.

Mais s'il s'avérait que le pouvoir a instrumentalisé sa participation à son seul profit, le risque aura été pris de mettre en danger les fondements mêmes de la démocratie dans notre pays et de voir bon nombre de ses citoyens se tourner vers des solutions plus autoritaires.

D'ores et déjà, bien que ne s'annonçant pas sous les meilleurs auspices en raison du flou qui l'entoure, ce débat a donné lieu à des mobilisations citoyennes exceptionnelles et eu le mérite de se faire rencontrer de très nombreux citoyens qui s'ignoraient et qui ont découvert ou retrouvé le goût de la discussion, de l'échange, de la solidarité et de l'engagement. De remettre de la politique au cœur d'une société où elle s'était si dévaluée. Pour certains, c'est une découverte, une expérience inédite, pour d'autres c'est se rappeler que *«toute action n'est pas vaine, toute action n'est pas sale» (Pierre Mendès France)*. C'est prendre conscience que tout citoyen a des droits, le pouvoir de peser, d'agir sur la façon dont il attend que son pays soit gouverné, à commencer par celui d'interpellation ou d'initiative citoyenne, telles que le référendum qui permet des moments de confrontations et d'interaction entre les citoyens et leurs gouvernants dans l'intervalle entre les élections.

Ce n'est donc pas des cours "d'économie participative" destinés à démontrer le bien-fondé des mesures du gouvernement contestées ou rejetées qu'attendent les citoyens, mais la prise en compte d'une "démocratie participative" les associant directement ou par l'intermédiaire de ceux qu'ils se choisissent pour les représenter, au mode de gouvernement et aux mesures qui décident de leurs conditions de vie, de leur destin dans ce pays. Seront-ils entendus ?

Une certitude déjà. La mobilisation que ce grand débat a suscitée et la persistance des revendications et des manifestations interpellent un pouvoir sur l'impérative nécessité de ne pas décevoir.

Sophie MALOBERTI

Les trains-parcs de France-Télécom

Après 19 ans dans le privé, j'ai travaillé 24 ans à France-Télécom. Puis j'ai pris ma retraite au tout début de 2005. J'étais contrôleur, c'est-à-dire un fonctionnaire d'exécution, attaché au service des dérangements téléphoniques. Le "13", pour ceux qui sont nés avant le smartphone et la 5G. Deux petits chiffres à composer, faciles à retenir même pour les mamies nées au temps des demoiselles du téléphone, celles qui s'enfichaient éperdument de vos conversations téléphoniques, surtout quand elles pouvaient écouter discrètement tous les cancans de la ville.
Et gratuit en plus, le 13 !

*

C'est en mars 1981 que j'ai pris mon premier poste. À 37 ans passés, juste avant l'arrivée de la gauche au pouvoir... Juste avant l'arrivée du premier ordinateur dans le service... Rendez-vous compte, l'ensemble du réseau téléphonique français venait tout juste de passer à l'automatique, plus besoin des rombières pour mettre le machin dans le truc, ça roulait tout seul, de Dunkerque à Cambarrousset et de Saint-Pol-de-Léon à Geispolsheim-gare... Et pas un ordinateur à l'horizon ! Tout ça vous avait un petit air d'ambiance pépère où chacun savait ce qu'il avait à faire, et le faisait sans chichis, juste ce qu'il faut pour que ça tourne, sans à-coup, sans crises de nerf, ni grands sauts par les fenêtres... Et d'une qualité de réseau à faire pâlir d'envie le voisin suisse auquel on damait le pion pour la qualité et la rapidité du rétablissement des pannes... Je le sais, c'est nos chefs qui nous l'ont dit, *«on fait mieux que les Suisses, 93% de taux de relève de rétablissement des lignes en moins de 48 heures samedi et dimanche compris, tout ça gratuitement, va falloir un peu lever le pied, c'est le dernier 1% qui est le plus cher»*...
Mais nous étions fonctionnaires, hein, donc fainéants, jaloux et incapables... N'empêche que France Télécom versait, bon an, mal an, plusieurs milliards de francs au budget de l'État. C'est dire si nous coûtions cher à la société tout fonctionnaires que nous étions ! C'est la preuve que les infrastructures financées par l'État (donc par vous et moi, les contribuables) étaient amorties : elles commençaient à dégager des bénéfices, donc les propriétaires que nous en étions en tant que citoyen(ne)s de ce pays, nous commencions à en percevoir les fruits sous forme de ce versement des excédents au budget général de l'État, ce qui allégeait d'autant le montant des impôts nécessaires au fonctionnement des services publics... Cinq milliards de francs par an, ce n'est pas rien, vous en conviendrez !

Mais déjà la course à la rentabilité pointait son nez... On voit le résultat aujourd'hui : allez vous faire dépanner par je ne sais pas qui, un sous-traitant d'un opérateur basé au Luxembourg pour les impôts et en Slovaquie pour le coût du travail... Elle est chouette la *«concurrence libre et non faussée»* ! Le client c'est le roi avant de signer le contrat, après, va te faire voir ! Allez leur deman- • • •

der de verser, prélevés sur leur bénéfice, ne serait-ce qu'un milliard d'euros de contribution au budget général !
L'optimisation fiscale, vous connaissez ?

*

Et puis, les computers sont arrivés...
Super, les "computers" : ils font des tas de choses que l'homme ou la femme n'aiment pas trop faire, comme compter des trucs. Compter, c'est une chose qu'ils font bien, les computers... Compter les coups de téléphone, les sous que rapportent les gens qui parlent au téléphone, compter les minutes, puis les secondes, puis les millisecondes, puis les nanosecondes, les terasecondes et je vous passe la suite... Les computeurs, ce serait bien s'ils se contentaient de soulager la peine des gens, mais pour la surveillance, ils sont pas mal... Et puis quand on veut arrêter le compteur, il est trop tard. Le compteur n'arrête plus de compter : les minutes passées au cabinet, celles à fumer la clope dehors, celle où le temps moyen de conversation en année glissante dépasse de 5% l'objectif fixé lors de l'entretien individuel annuel... On avait dit 60 appels à l'heure, Monsieur Dédé, et non 32 appels, ce qui était la moyenne exigée il y a cinq ans, autant dire au temps de la préhistoire...

*

Et entre-temps, les trains-parcs ont disparu... Vous ne savez pas ce qu'était un train-parc ? Je vous rassure, moi non plus jusqu'à une date récente. Je savais que ça avait existé, mais je croyais que ça portait un autre nom, comme "train de secours" ou quelque chose comme ça. En bon agent de base des PTT, puis de France-Télécom, je savais qu'il existait un "Plan Cristal", sorte de branle-bas de combat de toute la machine communiquant en cas de catastrophe d'ampleur qui surviendrait sur le territoire, comme une tempête, un tremblement de terre, de ces choses qui n'arrivent jamais ou alors tous les cent ans, ou tous les mille ans, va savoir... Ce plan Cristal prévoyait de rétablir au plus vite les communications d'un territoire dévasté selon un ordre de priorité rigoureux : raccorder d'abord les hôpitaux, puis les préfectures, les mairies, les bâtiments publics, les infrastructures industrielles, que sais-je, et pour cela, il fallait acheminer sans délai tout le matériel nécessaire pour remettre en état de fonctionnement le réseau de télécommunications de la zone sinistrée... C'est pourquoi en différents coins de France, stationnaient, m'a-t-on dit, trois trains chargés de poteaux, de groupes électrogènes, de centraux téléphoniques, de rouleaux de câbles de tous calibres et de toutes sections, mais aussi des voitures de voyageurs destinés à transporter des équipes de techniciens volontaires chargés de renforcer leurs collègues du lieu pour remettre au plus vite en place un réseau provisoire et redonner vie à la région sinistrée... Ainsi, en cas d'improbables catastrophes simultanées en trois points du territoire, trois trains pourraient être sur place en une nuit et se mettre au travail de réparation dès le lendemain. Donc, en ces temps lointains, je parle d'avant l'entrée en Bourse de la Société Anonyme France-Télécom, pas encore Orange mais presque, il y avait trois trains pas très flamboyants mais en état de marche, stationnés en permanence sur des voies de garage en attendant une hypothétique éruption volcanique, un improbable tremblement de terre ou un ouragan qui justifierait leur longue et coûteuse immobilisation par la promptitude de leur arrivée sur site.

Mais voilà : nous sommes maintenant en 1999, en septembre pour être précis, et depuis le 1er janvier 1998, France-Télécom est théoriquement ouverte à la concurrence. Ça ne se fait pas encore sentir, mais le processus est lancé. Et les computers, qu'on appelle maintenant des ordinateurs, continuent de compter, compter, compter. Ils en ont compté des choses, des trucs, des gens, des appels, ils commencent à compter des flux, des données, des images, des présences, des absences, des coûts, des manques à gagner… très importants pour la rentabilité, les manques à gagner ! Et ils comptent les trains, les wagons des trains, et le matériel sur les wagons des trains... Ils trouvent que c'est cher, toutes ces centaines de mètres de trains qui rouillent sur place et dont il faut payer le stationnement, tout ça pour quoi ? Pour une catastrophe qui ne viendra peut-être jamais ? Quoi ? Il y a même des tambours de câble sur ces plateformes vétustes ? Va savoir combien de fois 600 mètres de 900 paires immobilisés, au prix où est le cuivre ? Allez ! Tout ça à la réforme ! Ces rouleaux de câbles nous permettront d'éviter d'en acheter pendant un certain temps. Pour les réparations, zéro stock c'est la b.a.ba de la gouvernance d'entreprise, on vous a pas appris ça à Sup de Co ? Exeunt, les trains préhistoriques, le Nouveau Monde n'a que faire de ces vieilleries !

Du 26 au 28 décembre 1999, soit deux mois à peine après la suppression des trois trains-parcs, deux tempêtes d'une violence extrême ravagent simultanément le nord et le sud de la France, coupant toutes les communications téléphoniques de ces régions, en même temps que l'électricité. Des milliers d'arbres abattus et de poteaux arrachés, dépouillés de leurs câbles téléphoniques, des routes impraticables, des monuments millénaires ébranlés... La région de Bordeaux et toute la Normandie parmi les plus touchées.
Un train dans la nuit, et au petit matin, les équipes auraient été à pied d'oeuvre avec tout le matériel pour commencer à remettre de l'ordre dans cette apocalypse qu'aucun algorithme n'aurait pu prévoir...
Au lieu de ça, ce fut une période de plusieurs semaines de confusion totale, au cours desquelles il a été extrêmement difficile de savoir précisé-

ment ce qui se passait sur les zones sinistrées. J'étais alors encore affecté au service des dérangements téléphoniques du Haut-Rhin, et il était quasiment impossible aux habitants de nos régions d'avoir des nouvelles de leurs proches, de leurs clients, de leurs fournisseurs, dans les régions touchées. Il a fallu extrêmement longtemps pour que tout revienne à la normale. Des semaines de vie économique perdues par souci d'économiser quelques kilomètres de câble de cuivre et l'entretien de quelques locos fatiguées, des dégâts financiers et humains autrement plus costauds que quelques vitrines éclatées par des gilets jaunes… ! Je ne sais pas comment s'est organisé pendant tout ce temps le transport des gens et du matériel, mais on ne m'enlèvera pas de l'idée que sans ces trains-parcs équipés, prêts à démarrer pour arriver le vite sur place, ça n'a pas dû être de la tarte pour rassembler et acheminer tous les moyens d'intervention et les équipes de remise en état ! Les trains fantômes ça ne roule pas, à part dans la tête des fanas de la rentabilité "uber alles" qui confondent la réalité avec les chiffres qu'ils voient sur l'écran de leur ordinateur...

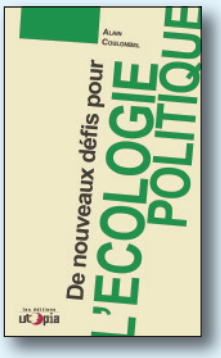
*

Pourquoi ressortir cette vieille histoire des temps du chemin de fer planplan et de la marine à voile? Parce que ça fait maintenant vingt ans, et que nous sommes toujours lancés sur la même ligne du «ça ne peut pas arriver, voyons !» Ça ne peut pas arriver, les gens qui dorment dans la rue, qui fouillent dans les poubelles ou qui sont virés parce qu'elles ont gardé les tickets de réduction de la cliente qui n'en voulait pas ?
On n'est pas au Venezuela, ici, ni en Lybie, ni au Bangladesh, alors circulez ! sinon c'est que vous aimez perdre un oeil ou une main ! Les foules en errance, les gilets jaunes, c'est pas pour de vrai, c'est juste pour faire des images au 20 heures !
Saura-ton jamais qui a donné l'ordre de démanteler les trains-parcs ? J'aimerais bien lui dire deux mots à celui-là, et à son chef, et au chef de son chef! Il est où maintenant ? À la retraite comme moi, sans doute, après une carrière jalonnée de promotions et peut-être de pantouflage dans le privé, chez Bouygues télécoms, pourquoi pas, le carnet d'adresses et l'expérience au service de l'État, ça n'a pas de prix, (contrairement aux tâcherons qui n'ont que leurs bras et leur sourire à vendre) après avoir pris la bonne décision pour que le fruit Orange soit le plus juteux possible quand il tombera dans l'escarcelle des actionnaires...

On est capable de faire transiter un milliard d'ordres par seconde sur un câble tiré tout droit tout exprès pour faire gagner un milliardième d'euro en spéculant sur les monnaies par aller-retour à quelque "créateur d'emploi" fort occupé à se dorer la pilule aux Bahamas. Mais on n'est pas foutu de renvoyer tous ces tueurs de trains-parcs à la niche d'où ils n'auraient jamais dû sortir...
Car ils continuent de sévir en toute impunité, et plus encore, avec les honneurs... Je crois même qu'en ce moment ils sont occupés à fermer des maternités, à vendre les aéroports et à nous concocter une réforme de l'assurance-chômage sans chômeurs et de l'assurance maladie sans malades, à faire un monde où les trains-parcs n'ont pas leur place... Mais ils ont droit, sinon à votre indulgence, du moins à celle de leur mentor qui prend l'Elysée pour un "open space" de "start-up" !
Et après, ils vont se plaindre de la violence qui monte de la société, et qui n'est que la monnaie de la pièce qu'ils n'arrêtent pas de remettre dans le bastringue, jusqu'à ce qu'il explose... Mais vous savez, depuis les Bahamas, ou des Iles Vierges ou Caïman les bien-nommées, l'explosion du bastringue, ça fait un tout petit bruit, et puis ça fait de belles images à la télé... Alors les trains-parc des Télécoms, d'EDF ou de la SNCF, ces vieilles lunes, ça ferait de jolies séries télé, pour la nostalgie, et avec une bonne audience, ça en fait, des euros en plus dans le bas de laine ...

Dédé

Les éditions Utopia viennent de publier *De nouveaux défis pour l'écologie politique.*
Pour l'auteur, Alain Coulombel, qui est agrégé d'économie et de gestion et membre de la direction du parti des Verts, EELV, «*le capitalisme délirant, le capitalisme des extrêmes est devenu imperméable à toute forme d'interlocution et la superstition qui l'accompagne gagne des pans entiers du fonctionnement de notre système politico-social : telle notation arbitraire dicte sa loi à la réalité, telle institution (FMI, Troïka…) prend la forme d'une figure tutélaire, impénétrable et omnipotente. Toute forme d'explication" critique" se perd dans le trop-plein des signes indifférenciés. Un tweet se charge d'une puissance bienfaitrice ou maléfique…*»



L'objet de son livre est donc de chercher comment «*aborder les nouveaux visages de l'hypercapitalisme*», et la méthode qu'il propose s'appuie essentiellement sur l'éloge qu'il fait de la lenteur et de l'intermittence, de la disponibilité et du temps perdu. Avec des arguments qui incitent à prendre le temps de le lire.

Après la collectivisation en Espagne en 1936 (GR 1203) et la "Makhnovtchina" en Ukraine en 1917-1919 (GR 1204), François CHATEL poursuit sa revue des tentatives de changement de système économique en évoquant ici le mouvement qui fut initié au sud du Mexique et dont l'appellation s'est inspirée du fameux général Zapata :

III. L'expérience zapatiste

Depuis cinq cents ans, les indigènes luttent et résistent contre la conquête violente des nations occidentales coloniales de ce qu'elles appelèrent leur «*Nouveau Monde*». Au sud-est du Mexique, dans la région du Chiapas, les descendants des Mayas ont déclaré leur autonomie après des accords signés mais non respectés par le gouvernement. Malgré les pertes humaines, malgré les persécutions en tout genre, les pressions et les manipulations, ils sont toujours là, debout, faisant front à toutes les tentatives de récupération et de dissolution. La résistance contre l'appropriation de leurs territoires a évolué et consiste désormais en une opposition radicale envers le néolibéralisme, forme débridée et agressive du capitalisme.

HISTORIQUE

L'indépendance du Mexique en 1810 n'apporta rien de nouveau aux communautés indiennes, malgré les promesses. Les expropriations continuèrent. Plusieurs rébellions eurent lieu, toutes réprimées dans la violence. À partir de 1910, un certain Emilio Zapata, général de l'armée libératrice du sud, se distingua pour mettre un terme à la dictature de Porfirio Diaz et favoriser l'accession au pouvoir de Francisco Madero qui avait promi la restitution des terres volées. Zapata, excédé par la trahison du gouvernement, déclencha un nouveau soulèvement pour reconquérir les terres et les redistribuer en mettant en place une démocratie sociale. Carranza, le nouveau président, ordonna l'écrasement militaire, qui se traduisit par des pillages et des exécutions sommaires, jusqu'à l'assassinat de Zapata, piégé par une fausse invitation.

*

Il fallut attendre les années 70 pour que s'amorce une réelle prise en considération de la diversité ethnique et culturelle. Mais, dans le même temps, des mesures propres au néolibéralisme furent mises en place : désengagement de l'État, privatisation des services publics et aussi de terres et de ressources naturelles, coupes budgétaires dans les domaines sociaux, ouverture aux marchés mondiaux… les populations paysannes, en particulier les indigènes, en furent les premières victimes.

Les guérillas paysannes persistèrent et conduisirent à la création de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) qui vit le jour le 17 novembre 1983. Rattachée aux Forces de Libération Nationale (FLN), il s'agissait alors d'une organisation marxiste-léniniste de type guévariste, cherchant à soutenir militairement tout soulèvement des masses paysannes et prolétariennes du Mexique et à défendre les villages persécutés par les grands propriétaires terriens. En deux ans, elle passa de 80 à 1.300 membres. En moins de dix ans, l'EZLN parvint à organiser plusieurs centaines de communautés, incarnant les espoirs de milliers de paysans indigènes.

La suppression de l'article 27 de la Constitution mexicaine en 1992, par laquelle la vente des ejidos (propriété d'usage collectif) et des terres des communautés fut rendue possible, ouvrait la voie à une privatisation massive.

C'est la goutte qui fit déborder le vase.

Les zapatistes choisirent le jour de l'entrée en vigueur de l'Alena (accord de libre échange nord américain), le premier janvier 1994, pour s'emparer de cinq villes du Chiapas : San Cristobal de Las Casas, Las Margaritas, Chanal, Altamirano et Ocosingo avec, dans un document, *El Despertador Mexicano*, daté de décembre 1993, les revendications suivantes explicitées : la destitution du président Carlos Salinas, le travail, la terre, un toit, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice et la paix.

Des violences furent alors perpétrées par l'armée gouvernementale qui s'en prit à la population civile désarmée, soupçonnée de receler des Zapatistes. Des hélicoptères et des avions, pourvus de mitrailleuses, de fusées incendiaires et d'explosifs, furent utilisés. Le 7 janvier, on estima le nombre des morts à plus de 1.000.

Un important mouvement appuyant les revendications des zapatistes obligea le gouvernement mexicain à déclarer un cessez-le-feu et à ouvrir des négociations en février 1994 dans la cathédrale de San Cristóbal sous les auspices de l'évêque Samuel Ruiz. Mais elles n'aboutirent à rien.

Malgré cela, en 1996, les zapatistes décidèrent de redonner ses chances à la voie institutionnelle et participèrent aux accords de San Andrés. Ceux-ci, signés par une délégation zapatiste et les autorités mexicaines, reconnaissaient aux peuples indigènes le droit à la différence culturelle, le droit à l'habitat, le droit d'occupation et d'utilisation du sol conformément à l'article 169 de l'Organisation Internationale du Travail, le droit à l'autogestion politique communautaire, le droit au développement de leur culture, le droit aux systèmes traditionnels

de production, le droit à la gestion et à l'exécution de leurs propres projets de développement.

Cependant, les autorités mexicaines mirent sournoisement en place une stratégie de contre-insurrection, en finançant des groupes paramilitaires privés pour semer la terreur et réprimer la rébellion. Sa véritable intention était *«d'en finir avec la rébellion des communautés indigènes (zapatistes et non-zapatistes) qui résistent à ses plans de prendre le contrôle, sans témoins dérangeants, de l'une des régions les plus riches de la planète en ressources naturelles»*.[1]

Dès lors, les zapatistes décidèrent d'appliquer eux-mêmes, sans rien demander à l'État, les accords de San Andrés. Malgré les persécutions, ils se mirent à construire l'autonomie revendiquée depuis des années pour une société en rupture avec le capitalisme, l'État et les logiques autoritaires.

C'est un véritable système politique d'autogouvernement qui se mit en place, sur un territoire assez ample (28.000 km², surface de l'ordre de celle de la Bretagne) : *«L'occupation des bonnes terres cultivables et leur récupération, après des centaines d'années de spoliation, a été la base économique sur laquelle s'est construite l'autonomie zapatiste.»*[2]

Si les zapatistes mettent l'accent sur leur appartenance nationale mexicaine, c'est pour montrer que leur lutte n'est pas indigéniste, séparatiste, qu'ils ne réclament pas l'autonomie d'un territoire ou une quelconque autarcie, mais qu'au contraire, ils luttent au sein d'une réalité nationale, mexicaine, dont ils font partie. *«Nous ne pensons pas à former un État dans l'État, mais un endroit où être libres en son sein»*, répètent les commandants de l'EZLN. Le slogan du Congrès national indigène a d'ailleurs toujours été : *«Plus jamais un Mexique sans nous.»*

L'ÉVOLUTION

Depuis l'insurrection, les agressions violentes se succèdent. Parmi elles, il faut souligner le massacre d'Actéal, en 1997, où 45 hommes, femmes et enfants furent assassinés. Plus récemment, le 2 mai 2014, un groupe de choc issu d'une organisation manipulée par les autorités, la Centrale Indigène d'Ouvriers Agricoles et Paysans, a attaqué le caracol* de La Realidad, l'un des cinq centres régionaux où siègent les "Conseils de bon gouvernement" zapatistes et ont assassiné, entre autres, le "maestro" (enseignant) zapatiste, Galeano. Celui-ci était un des organisateurs de la Petite école, genre de "porte ouverte" permettant à quiconque de se rendre compte de ce qu'est l'autonomie réelle. *«Je considère que la Petite école est très importante; c'est un moyen pour que nous puissions communiquer avec les gens de la ville, pour que nous puissions partager nos expériences, partager les avancées de l'autonomie. Les "élèves" ont pu venir jusqu'à nos territoires. Ils sont venus pour partager avec les familles, pour apprendre. Ils ont pu connaître nos manières d'agir, nous les zapatistes, nos manières de nous organiser, nos moyens d'autoproduction, et comment nous construisons notre propre système de gouvernement… ici, c'est le peuple qui dirige. C'est le peuple qui décide comment il souhaite que soient les choses. C'est ça qui doit être clair pour les gens : ils avaient entendu dire que, chez nous, le peuple dirige et le gouvernement obéit. Maintenant, ils sont venus voir de leurs propres yeux comment le peuple gouverne depuis les villages, au niveau des communes et au niveau régional, avec les Conseils de bon gouvernement.»*[3]

* Caracol : *«Le caracol est un gros coquillage de mer ou de rivière, utilisé depuis l'Antiquité maya comme instrument de musique pour convoquer les membres de la communauté».*
C'est le nom donné aux centres accueillant les conseils de bon gouvernement. L'éducation à l'organisation de sa vie et de celle de sa communauté prend du temps. La lenteur de l'escargot caracol en est le symbole. On essaie de comprendre ensemble ce qui est le mieux pour tous.

D'autres formes de division plus sournoises au sein des villages indiens sont aussi utilisées. D'une part, ils cherchent à attirer les zapatistes hors de l'organisation en faisant miroiter l'argent des "programmes sociaux" ou des investissements divers dans la région pour des grands projets productivistes. D'autre part, ils encouragent des groupes non zapatistes à s'emparer de leurs terres, de les chasser de leurs maisons, de bloquer leur accès aux ressources en eau, etc., en échange d'aides. Cette violence est officiellement versée sur le compte des *«affrontements intracommunautaires»*.

Mais malgré toutes ces tentatives de déstabilisation *«Les peuples indigènes résistent parce qu'ils savent que le triomphe des plans de l'État mexicain signifie leur mort, peut-être pas individuellement, mais collectivement, oui, comme peuple et comme culture. Voilà le conflit, et c'est une des raisons essentielles pour laquelle l'État mexicain a refusé de façon répétée de reconnaître les droits des peuples indigènes à l'autonomie. Le droit à la terre et celui de décider et de jouir de l'usage des richesses naturelles sur leur territoire heurtent de plein fouet les intérêts privés qui ont dans leur point de mire l'immense richesse naturelle du Chiapas.»*[1]

L'évolution politique du mouvement est marquée par l'abandon progressif, et pragmatique, de la croyance dans l'État et de l'engagement léniniste du début : *«Quand on est arrivés, on était carrés, comme des professionnels de la politique, et les communautés indiennes, qui sont rondes, nous ont limé les angles»*[4], répétait Galeano. Déjà, en janvier 1993, par le besoin de respecter l'identité indienne, fut créé le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène (CCRI) chargé du commandement général de l'armée zapatiste, qui devint ainsi autonome vis-à-vis des FLN (Forces de Libération Nationale), une organisation marxiste-léniniste créée en 1969.

Ces militants formés au marxisme-léninisme considèrent aujourd'hui leur évolution comme une heureuse expérience, au cours de laquelle leur vision initiale du monde, carrée et pétrie de certitudes, s'est retrouvée "toute cabossée". Voilà ce qu'en dit le sous-commandant Marcos : *«Les théories non seulement ne doivent pas s'isoler de la réalité, mais doivent chercher en elles les leviers qui leur sont parfois nécessaires quand elles se retrouvent dans une impasse conceptuelle. Les théories rondes, complètes, achevées,*

cohérentes, sont parfaites pour présenter un examen professionnel ou remporter un prix, mais généralement elles sont réduites en miettes au premier coup de vent de la réalité»[2].
C'est la force des questions qui se posent à chaque pas qui permet d'ouvrir un chemin qui n'est pas tracé d'avance, souligne-t-il.

Organisation de l'autonomie

Puisque les zapatistes ouvrent désormais leurs portes, voyons comment est organisée leur autonomie. Ce n'est pas rien, car depuis maintenant vingt-cinq ans, plus d'une centaine de milliers d'Indiens Mayas réalisent courageusement une expérience révolutionnaire exemplaire.
«*Développer les capacités à faire par nous-mêmes, à nous gouverner nous-mêmes, c'est faire un pas qui donne consistance à l'autonomie et tend à rendre inutile le pouvoir d'État*»[5]. C'est ainsi que les zapatistes refusent toute aide de l'État, qui n'est jamais désintéressée, et construisent au quotidien des organisations qui leur permettent de s'épanouir comme individus et comme communauté. Ils y appliquent leurs valeurs traditionnelles collectivistes, adaptées à la lutte contre le capitalisme et en particulier contre le néolibéralisme du XXIème siècle.
La base matérielle de l'autonomie reste fragile, malgré l'importance des terres récupérées après le soulèvement de 1994 et les efforts des Conseils pour soutenir en particulier les coopératives artisanales et la vente de café à travers les réseaux solidaires.
La mise en place progressive de pratiques et d'institutions d'autogouvernement demeure le grand apport de ce mouvement. Ainsi, les formes de vie adoptées sont celles que les collectifs d'habitants ont choisies hors des impositions du monde de la marchandise et du productivisme compulsif. Il s'agit donc de réintégrer les activités productives dans le tissu de la vie sociale, de les subordonner à la construction du bien vivre pour toutes et tous, dans le respect de la Terre Mère et, concrètement, de les soumettre à des décisions élaborées et assumées collectivement. Cette autonomie ne peut se construire qu'à partir de la singularité des lieux, des territoires, des cultures, des expériences et des mémoires. Elle donne ainsi naissance nécessairement à une multiplicité de mondes, à «*un monde où il y ait place pour de nombreux mondes*».
Elle se développe suivant trois niveaux. D'abord, les communautés, la base de la société zapatiste, c'est-à-dire les villages, qui, dans la tradition indienne, ont leur assemblée qui est le lieu de parole et d'élaboration des décisions collectives. Puis les communes autonomes, initialement au nombre de 38, qui regroupent plusieurs communautés, ont vu leur nombre aujourd'hui ramené à 27 (une commune, au Mexique, peut représenter des dizaines de villages, voire une centaine). Les conseils municipaux interagissent avec les assemblées issues des communautés. Enfin, en 2003, les zapatistes ont créé cinq "Conseils de bon gouvernement" siégeant dans chacun de ses cinq centres régionaux, appelés caracoles, qui gèrent l'action de plusieurs communes d'une même zone. Leurs rôles revient à coordonner et soutenir les projets, veiller au bon respect des lois en vigueur et aux bonnes relations avec les non zapatistes et les autorités municipales officielles qui partagent le même territoire, développer les services de santé et d'éducation, la production et la communication, coordonner les échanges commerciaux et l'agriculture, résoudre les problèmes d'inégalité de développement des communes. Au minimum une fois tous les trois mois sont réunis toutes les autorités communautaires, tous les membres des conseils communaux et ceux du Conseil de bon gouvernement.

Il est clairement souligné que les organes de gouvernement autonome sont indépendants de la structure politico-militaire de l'EZLN. Ceux qui occupent des responsabilités au sein de celle-ci ne peuvent pas être membres des conseils autonomes. Des délégués sont élus par chaque commune pour des mandats de deux ou trois ans non renouvelables, révocables à tout moment, sans salaire ou avantage matériel et contrôlés par un comité ayant l'interdiction de prendre part au gouvernement civil. Ces fonctions sont conçues comme des "charges" et non des mandats, dans une véritable éthique du service rendu à la communauté qui s'inscrit dans une tradition amérindienne largement présente à l'échelle du continent. Ces fonctions politiques sont effectivement partagées entre tous, hommes et femmes, acteurs ordinaires de la vie collective. Certains sont désignés pour constituer les délégués du Conseil de bon gouvernement avec une rotation très fréquente.
Les propositions peuvent être approuvées par les communautés s'il y a un accord suffisant avec, si possible, l'adhésion de tous. Les représentants de celles-ci sont chargés de transmettre à l'assemblée communale ou régionale l'accord, le refus ou des propositions d'amendement. Sans accord, on réalise alors un nouveau projet, qui peut être approuvé directement ou bien être à nouveau renvoyé pour discussion dans les villages s'il ne répond pas tout à fait aux demandes. Les décisions se prennent en bas, à la base. Cela peut paraître long, mais c'est la condition pour qu'un projet, véritablement discuté et approprié par tous et toutes, ait quelque chance d'être convenablement mis en pratique.
L'autogouvernement zapatiste vise l'exercice horizontal du pouvoir et à endiguer toute verticalité. La «*vie politique*» se fait ainsi sur le temps long, mais

cette lenteur est pour eux la garantie du respect des volontés de la base et de l'absence de rupture entre «*gouvernés*» et «*gouvernants*». Les autorités ont la possibilité de décider en cas d'urgence si seulement la situation l'exige. À noter que, contrairement à ce qui prédomine dans beaucoup d'autres communautés indigènes, les assemblées zapatistes sont ouvertes aux enfants et aux femmes, lesquelles peuvent aussi prendre des «*charges*», à quelque niveau que ce soit.
«La chose la plus grande, c'est qu'ici le gouvernement ne dirige plus ; ici, c'est le peuple qui dirige. C'est le peuple qui décide comment il souhaite que soient les choses…et le gouvernement obéit.»[5] Parole de Galeano.

L'économie

L'objectif d'une autosuffisance alimentaire revêt une importance capitale. Les zapatistes y parviennent pour les produits essentiels. Ils cultivent aussi du café, sur de petites parcelles familiales, qui est commercialisé par des coopératives et des réseaux de distribution solidaire (au Mexique, dans plusieurs pays d'Amérique et d'Europe). La vente du café permet aux familles zapatistes de se procurer les biens élémentaires qui ne sont pas produits dans les communautés.
Il existe deux façons de travailler et de posséder la terre en territoire autonome, et ce toujours selon le principe : la terre appartient à ceux qui la travaillent. Deux systèmes cohabitent donc : une possession individuelle basée sur une répartition égalitaire des parcelles de terre (desquelles les familles tirent leur propre subsistance) et une possession collective. Les fruits de ces travaux collectifs peuvent avoir plusieurs destinations sociales : subvenir aux besoins alimentaires des autorités dont la charge nécessite un travail à temps plein qui les empêche de cultiver leurs terres ; subvenir aux besoins alimentaires des familles dont le père est décédé (c'est notamment le cas des familles des miliciens et insurgés morts au combat).
Du ménage aux fresques murales, le travail collectif est quotidien.
Peu d'ordinateurs et de livres dans les maisons, des voitures très rares et un habillement sobre: les conditions matérielles sont minimales, mais rien d'essentiel ne manque. Cette sobriété reste aux antipodes de la (trompeuse) corne d'abondance euro-américaine des centres commerciaux et des prêts à la consommation.

En matière d'énergie, l'autonomie est facilitée au Chiapas où se trouvent les principaux barrages hydroélectriques du pays. La lutte contre les tarifs élevés de l'électricité se traduit par des branchements sauvages protégés contre les fonctionnaires de l'entreprise productrice.

La santé, l'éducation et la justice

C'est en matière de santé et d'éducation que l'autonomie a le plus avancé.
Les zapatistes ont mis en place leur propre système de santé. Aujourd'hui, chaque zone de leur territoire dispose d'une clinique centrale (avec plusieurs services médicaux : généraliste, optique, gynécologique, dentaire, analyses médicales, prothèses) où opèrent des médecins solidaires extérieurs, des ONG fournissent les médicaments allopathiques. Chaque commune dispose d'une micro-clinique, et la plupart des communautés d'une «*maison de santé*» qui assurent les soins de base, de l'échographie à l'examen ophtalmologique. Le recours aux herbes médicinales et aux thérapies traditionnelles est partout encouragé, et l'accent est mis sur la prévention. Les médecins sont formés par des médecins solidaires issus de sociétés civiles nationales ou internationales, ou par les médecins formés eux-mêmes. Cette santé autonome est aussi ouverte aux indigènes non zapatistes qui, dans la région, font toujours face aux carences de l'État en la matière. L'accès aux services de santé est gratuit pour les zapatistes. Les non zapatistes peuvent en bénéficier moyennant le prix des médicaments utilisés. De nombreuses campagnes d'hygiène et de soins préventifs sont organisées.

Pour l'éducation qui fait l'objet d'une mobilisation particulièrement intense, des centaines d'écoles, primaires et secondaires, gratuites, ont été construites, des centaines d'enseignants formés et fut conçu un projet éducatif propre élaboré collectivement, en assemblée. Cette éducation loin d'enseigner seulement l'histoire et la culture indigènes, ouvre les communautés sur le reste du monde, favorisant l'enseignement de l'espagnol (sans pour autant oublier les langues mayas). Il n'y a pas l'idée de repérer les meilleurs ou ce genre de choses. On va à l'école secondaire si on a envie • • •

d'aller à l'école secondaire et de faire quelque chose d'utile pour la communauté, c'est tout. Les matières enseignées ne sont pas exactement des matières au sens où on l'entend, mais des aires de connaissances : communication et langages, mathématiques, sciences sociales, sciences de la vie, humanisme, production… En histoire, par exemple, on va commencer par apprendre l'histoire de la communauté, puis celle du Chiapas, puis du Mexique, puis du monde... En science, chaque élève commence par travailler à partir de ce qu'il a autour de lui, il observe les plantes, les animaux qui sont là. En maths, il va s'appuyer sur des problèmes à résoudre dans la vie quotidienne. Chaque école a une bonne bibliothèque, et internet. Et, dès la fin du second cycle, vers l'âge de 15 ans, les jeunes, tous alphabétisés, peuvent proposer d'occuper une charge, après un vote de l'assemblée et une formation de trois mois.

À la sortie de la seule université zapatiste, San Cristóbal, dite Université de la Terre, sont surtout organisés des apprentissages pratiques : agriculture, électricité, informatique, mécanique... Chacun est libre d'y venir pour se former dans tel ou tel domaine. Il n'y a pas de durée établie, les étudiants habitent sur place, il n'y a pas d'examens, de diplômes, c'est à chacun de savoir quand il a acquis ce qu'il était venu chercher. On peut repartir et revenir autant de fois qu'on en sent le besoin. La formation est à la fois libre et personnalisée. Il y a des formateurs, mais les gens s'entraident. Il n'y a pas d'enseignement théorique à proprement parler, mais beaucoup de rencontres sont proposées. Souvent des invités de passage y font des conférences ou exposent leur expérience de lutte dans leur pays. Les étudiants préparent et commentent après coup, ce qui est une occasion d'apprentissage sur telle partie du monde, sur certains problèmes…

Un séminaire a lieu une fois par semaine. L'objet de ces séminaires, c'est l'actualité politique, chiapanèque, mexicaine ou internationale, et la lecture de la presse. Chaque semaine on distribue à tout le monde un stock d'articles, une cinquantaine de pages, les gens lisent, et on discute des articles la semaine suivante. Ces conférences sont une vraie mise à l'épreuve de la patience pour un Occidental. Tout le monde écoute, écoute longtemps, et tout le monde parle. Il n'y a pas de temps de parole, on laisse parler tous ceux qui veulent aussi longtemps qu'ils le veulent. Jamais on ne coupe la parole à quelqu'un : on le laisse parler, on le laisse aller au bout de ce qu'il a à dire. Et après, s'il y a lieu, on va formuler un autre point de vue en prenant autant de temps que nécessaire.

Il est très intéressant de voir que l'ensemble du système de santé et d'éducation fonctionne sans recourir au salaire. Bon nombre d'enseignants restent paysans et cultivent leurs propres terres pendant les pauses du calendrier scolaire. Ils bénéficient tout de même de l'engagement de la communauté pour les aider à les cultiver ou subvenir à leurs besoins. Il en est de même pour la santé, les besoins des «*promoteurs de santé*» sont pris en charge par les communautés.

À propos de la justice, ce sont les conseils autonomes qui la rendent, suivant le niveau concerné. Compte tenu des coûts élevés qu'implique le recours aux organes de justice de l'État, sans parler de leur profonde corruption, il n'est pas rare que des non zapatistes fassent appel aux Conseils zapatistes. La conception même de la justice est très différente et clairement ancrée dans les pratiques traditionnelles indiennes : il s'agit moins d'infliger une punition ce qui, selon les autorités autonomes, ajouterait de nouvelles difficultés sans rien résoudre, que de permettre une réconciliation négociée entre les parties, grâce à des formes de réparation au bénéfice des victimes ou de leur famille, ainsi qu'à des travaux d'intérêt général et sans recours à la prison, sauf rares exceptions.

Souvent, dans les communautés, les jeunes éprouvent le besoin de partir un an ou deux dans le nord du Mexique ou aux États-Unis, c'est un peu le voyage obligé, en général ils reviennent dans la communauté.

François CHATEL

Dans un second volet consacré au mouvement zapatiste, il sera question de sa volonté d'ouverture au monde, de son évolution philosophique et de sa situation présente, face à l'obsession d'hégémonie du capitalisme néo-libéral.

Ce mouvement peut-il servir d'exemple? Peut-il nous aider à envisager un chemin menant à une alternative économique dégagée du capitalisme et tenant compte de notre culture ? Une réflexion à entreprendre.

Cet article s'est inspiré de:

- Guillaume Goutte, *Tout pour tous !* éd. Libertalia.
- Jérôme Baschet, *La rébellion zapatiste*, éd. Champs, histoire.
- Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme*, éd. La découverte.

Références :

1. **http://www.peacewatch.ch/** (2007), (cité par Véronique O'Leary, *La résistance zapatiste, une étincelle altermondialiste*, 3 mai 2011, **https://www.moutonnoir.com**)
2. Sous-commandant Marcos, *Saisons de la digne rage*, éd. : Climats, Essais, 2009.
3. **https://lavoiedujaguar.net**, *La "Petite École" zapatiste vue par le compañero maestro Galeano*. 19 mai 2014,
4. **https://www.monde-diplomatique.fr**, François Cusset, *Au Chiapas, la révolution s'obstine*, juin 2017.
5. **https://comptoir.org**, Alizé Lacoste Jeanson, *Jérôme Baschet : Au Chiapas zapatiste, "le peuple dirige et le gouvernement obéit"*, le 15 décembre 2017.

Si l'antisémitisme revient d'actualité, Michel Berger, qui a été témoin de l'horreur née de l'exploitation de cette haine pendant la seconde guerre mondiale, pense qu'évoquer le souvenir personnel qu'il en a gardé peut compléter efficacement les autres formes de sa condamnation :

Souvenirs

C'était du temps où l'occupation allemande régnait sur Paris. Les rues étaient inhospitalières et les vacances se passaient dans les cours d'immeubles. Le mien avait un des rares jardins du quartier, avec une pelouse et des arbres. Nous nous y retrouvions avec d'autres enfants. Les voisins avaient vue sur nos jeux.

Un jour, à une fenêtre, une petite fille semblait nous envier. Nous l'avons appelée, et après quelques hésitations elle nous a rejoints. Elle était timide, mais à 10 ans on fait vite connaissance.

Elle a pris l'habitude de nous retrouver et nous l'aimions bien. Surtout moi. Elle venait s'asseoir à mes côtés et c'était une légère forme de bonheur.

Un jour elle a tardé à descendre et nous l'avons vue arriver, embarrassée. Sur sa robe était cousue une énorme étoile jaune. Nous nous sommes un peu moqués d'elle, et elle s'est mise à pleurer. On ne comprenait pas très bien pourquoi, alors on l'a consolée. On lui a même dit que cela faisait très joli sur sa robe et que l'étoile lui allait très bien.

Nos parents sont restés évasifs, mais nous savions depuis longtemps que les adultes sont loin d'avoir réponse à tout et nous n'avons pas insisté.

Quelque temps plus tard, un jour, la fenêtre est restée fermée, et la petite fille n'est pas revenue. On nous a dit qu'elle était partie en voyage, mais c'était peu crédible, elle nous en aurait parlé. On sentait bien, à l'embarras des adultes que c'était plus grave, mais on était dans un temps où rien n'était ni prévisible, ni explicable. La vie quotidienne était difficile pour tout le monde, il fallait attendre la fin de la guerre et tout irait mieux.

Ce n'est que quelques années plus tard, quand la Shoa a été connue de tous, que j'ai compris ce qu'avait dû être le sort de la petite fille de l'immeuble d'à côté. La blessure fut violente, mais le temps peu à peu en eu raison. On pouvait vivre avec.

Elle se rouvre cependant, intacte, lorsque des tombes sont profanées, des murs sont recouverts de croix gammées, des slogans antisémites se répandent sur les ondes.

Alors me revient dans toute sa grâce la silhouette diaphane et gracile d'une petite fille au regard triste, que la bête immonde avait rejetée.

Michel BERGER

Le souvenir évoqué par Michel m'en rappelle un autre, qui date probablement de 1942.

J'étais élève au lycée de Saint Germain en Laye. Un matin, quelques minutes à peine après le début du premier cours, la porte de la classe s'est ouverte et la directrice, que nous appelions irrévérencieusement, en raison de sa corpulence, *"Char d'assaut"*, est entrée. Nous nous sommes aussitôt toutes levées pour la saluer, comme il se devait alors. Elle n'a fait aucun discours, mais seulement dit «*Marianne, prends tes affaires et suis moi.*» Marianne Lévy a obéi.

Et nous ne l'avons plus revue, mais je me rappelle parfaitement son visage rose, encadré de deux belles nattes blondes.

Ce n'est que des années après que nous avons su que "Char d'assaut", ayant appris, sans doute par des voisins, que les parents de Marianne venaient d'être embarqués par les Allemands, avait réagi immédiatement et pris la décision de la cacher chez elle jusqu'à la fin de la guerre. En s'occupant d'elle dans le plus grand secret, elle lui a sauvé la vie…

Cette décision était particulièrement courageuse parce qu'elle lui a fait prendre un risque énorme. En effet, le pavillon de fonction, construit à l'origine pour la directrice du lycée, une belle maison à côté de l'entrée principale, était alors occupé par les Allemands. La directrice avait donc été déménagée et logée dans un plus modeste bâtiment dans la cour du lycée de l'autre côté de l'entrée… Elle a donc caché Marianne, et pendant plusieurs années, sous le nez des nazis, à côté du pavillon occupé… qui devînt même le siège du commandant du front allemand de Normandie !

Ce comportement admirable de "Char d'assaut" ne doit pas faire oublier celui, abject, des antisémistes responsables de ce qu'a subi Marianne : arrachée brutalement à sa famille, qui fut déportée et sans doute assassinée, cette petite fille a vécu plus de deux ans enfermée, au secret, comme coupable… mais de quoi donc ?

M-L D.

Merci à Bernard Blavette pour son lucide article : "l'assassinat des services publics".
À préciser peut-être : B.B. écrit «…La notion de service public repose sur la solidarité et le lien social : les actifs d'aujourd'hui paient pour les retraités et les chômeurs,… » De quelle solidarité est-il question : générationnelle ou intergénérationnelle ?
La sécurité sociale ce n'est pas une affaire de solidarité intergénérationnelle, c'est une affaire de changement de Mesure de la Valeur Économique.
Conséquence : il ne s'agit pas d'une solidarité intergénérationnelle mais d'une solidarité générationnelle.
Chaque génération finance ses propres besoins par ses cotisations les caisses sociales mutualisées (retraite, chômage, santé). Rien à voir avec les générations à venir qui financeront elles-mêmes grâce à leurs cotisations en période active leurs propres besoins éventuels mutualisés par solidarité générationnelle.
L'intergénérationnel est le fait d'une répartition à partir de caisses alimentées par capitalisation et non plus par cotisation. Politique néolibérale à dénoncer et combattre.
Ai-je bien compris ?
Bon vent.
J. B. Jemelle, Belgique

RÉPONSE DE LA RÉDACTION : Ne pensez-vous pas que dans la mesure où, dans la sécurité sociale PAR RÉPARTITION les actifs paient pour les retraités, on peut bien parler de solidarité intergénérationnelle, alors que, bien au contraire, dans la sécurité par capitalisation, c'est "chacun pour soi" ?

*

Grand merci pour votre aimable réponse à mes interrogations de citoyen lambda.
Oui sans doute dans la logique du système économique en place considérant idéologiquement que les retraités ou chômeurs sont des citoyens «naturellement !» devenus inactifs, non producteur de richesse donc de valeur économique.
Chasse jalousement gardée, réservée au sacro saint marché de l'emploi.
Hors de l'église capitaliste et de son temple «marché de l'emploi» pas de salut c'est-à-dire pas de production de richesse, pas de revenus ?
Par exemple pourquoi un papa retraité à travail à qualité égale si pas plus, conduisant ses petits enfants à l'école etc est nié comme producteur de richesse tout comme une assistante maternelle qui en a fait sa profession ?
Choix politique idéologique de longue date bien assimilé dans notre culture économique traditionnelle alors que contradictoire ?
Logique exclusivement idéologique faisant partie intégrante du système capitaliste à dénoncer et à combattre.
Amicalement,

J. B. Jemelle, Belgique

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE

P. Petitgas 5 – R. Labesse 70 - N. Lescure 33 – G. Leray 12 - S Buffet 3. Total 123 euros

Merci à tous !

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Voici un resumé du projet Mocica. Le point de départ de leur analyse est ce qu'ils appelent l'argent. Ce collectif qui se veut international (des citoyens du monde peut-être) nous dit que la gratuité nous libère (c'est le pays des Schtroumpfs de Peyo).
L'égalité économique est une condition indispensable pour arriver à une démocratie directe participative. Ce qu'ils appelent l'ODG (organisation démocratique globale) compte 5 niveaux de décision du village à la planète, il y a des représentants des niveaux locaux dans l'assemblée internationnale mais toute décision doit être prise par referendum. Les intérêts individuels se mutualisent naturellement et la meilleur solution est trouvée.

Leur stratégie pour arriver à cette vie en communauté basée sur la réciprocité des actions est la suivante : Faire connaître le projet, faire adhérer les gens, les mettre en contact et en accord, puis sortir du système, qu'ils n'osent pas appeler capitaliste, en sortant individuellement de son action marchande (le salariat par exemple). Les personnes ayant une activité utile continuent, sans être payées, les autres se dirigent vers des actions utiles, gratuitement. Les patrons et les salariés doivent être d'accord. Pour la réussite du projet il faut une simultanéité des actions individuelles au niveau mondial ou tout du moins sur une région assez grande pour que le projet ne soit pas étouffé.
Contrairement à la grève générale illimitée, qui est un rapport de force, le collectif Mocica pense obtenir l'unanimité pour la gratuité et donc pour l'intérêt collectif.
Éviter ce rapport de force est souhaitable, mais est-ce possible ? Dans tous les cas la solution passe par un rassemblement, une fédération, la fin de l'individualisme qui rime si bien avec capitalisme.

*

À propos de l'article de Bernard Weil sur l'inégalité des chances : pour moi c'est une évidence. L'égalité s'applique aux droits et aux devoirs de chacun dans une communauté. Tout ceci a été fort bien rédigé dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Par contre, la pratique en est laborieuse car les dominants arrivent à exploiter les dominés.
Preuve sans doute que l'humanité n'est pas encore suffisamment sage.
Par exemple, en France, le collège unique tente de réaliser l'égalité des chances en donnant le même apprentissage à tous toute l'année, or les enfants n'ont pas tous les mêmes capacités et compétences, ce qui provoque beaucoup de frustration et d'inefficacité. Je le constate en ce moment avec mon fils.

Y. R. Courcelles-Chaussy.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .27 euros.
(soutien : + 18 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .30 euros.
TOM . . . .32 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste :*
Zones 1 et 2 (pays européens) 32 euros.
Zones 3 et 4 (autres pays) 34 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire en majuscules bien lisibles)* :
M. Mme, ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas, donc qui ne peut pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Masse monétaire et production sont ainsi créées et détruites au même rythme, ce sont deux flux permanents qui s'équilibrent. Les citoyens en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, ce qui sera produit, dans quelles conditions, et l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus) et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et actifs, et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

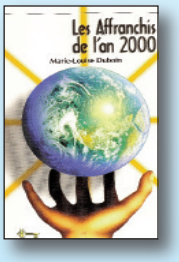
- ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

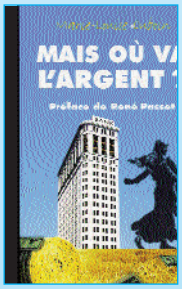
Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).



- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (épuisé).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***



l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.
(éd. du Sextant, 240 pages, épuisé).

- D'anciens numéros et un résumé (4 pages A4) de nos propositions sont disponibles (3 euros chacun).
- *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi après midi* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)